

Ce qu'il dit en fait, c'est que nous nous en sommes assez bien tirés, malgré tout. Nous ne le devons pas aux efforts du gouvernement fédéral, mais nous avons progressé et nous continuerons de progresser.

Un autre problème que je me dois d'aborder, à titre de Canadien de l'Ouest, c'est celui des tarifs élevés imposés au cours des années par le gouvernement fédéral pour protéger l'industrie du Canada central. On a évalué, et ce chiffre provient aussi de la conférence des premiers ministres de l'Ouest, qu'il en coûte environ 1 milliard de dollars par année aux consommateurs de l'Ouest. Cela représente quelque \$500 par an pour chaque foyer des provinces de l'Ouest.

Si je consigne ces faits au compte rendu, c'est simplement afin de bien situer le problème, pour qu'on puisse considérer tout l'ensemble. Je prétends que le ministre de l'Industrie et du Commerce a rendu un mauvais service au Canada en négligeant d'exposer le véritable rôle de l'Alberta au sein de la confédération et son engagement relativement à l'unité et à la survie économique du Canada.

Je voudrais également parler d'une évaluation faite par le chef du C.D. Howe Institute, Carl Beigie, qui disait ce qui suit à Calgary le mois dernier, comme l'atteste un compte rendu de la PC dans le numéro du *Globe and Mail* en date du 5 mai:

D'ici deux mois, l'Alberta sera la seule province nantie au Canada.

M. Beigie a déclaré à la conférence sur les tendances économiques et sociales dans l'Ouest du Canada qu'en vertu des définitions actuelles du gouvernement, l'Ontario se rangera parmi les provinces démunies par suite de la prochaine majoration du prix du gaz naturel. A moins que le gouvernement fédéral ne modifie ses définitions, l'Alberta fera une grande partie des frais de la confédération.

● (1442)

Et M. Beigie d'ajouter:

L'Alberta ne financera pas le fédéralisme. Les gens en ont assez de ce régime et je ne les blâme pas.

Je ne jurerais pas que ce commentaire reflète avec exactitude l'opinion de la population de l'Alberta. Néanmoins, les obligations et les engagements de l'Alberta envers le reste du pays ne font aucun doute. Nous n'entendons pas souvent le genre de plainte qu'a formulé M. Beigie, mais si l'Alberta doit être exclu des programmes du fédéral et ne pas tirer profit d'avantages fiscaux du genre de celui dont nous discutons aujourd'hui, je crois que sa patience et sa générosité atteindront bientôt leurs limites.

Le ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce n'ont qu'un argument pour justifier la non-application à l'Alberta de la mesure relative à la taxe de vente. Il s'agit des nouveaux stimulants fiscaux à la mise en valeur des ressources de pétrole lourd et des sables bitumineux dont je vais dire un mot.

Première chose, il ne fait aucun doute que la mise en valeur de nouvelles ressources énergétiques bénéficiera à l'ensemble des Canadiens. Quant aux préoccupations du gouvernement à l'égard du pétrole lourd, je tiens à signaler que les ministres d'en face n'ont découvert le pétrole lourd qu'il y a deux ans. Vraiment, il est surprenant que notre pays possède encore une industrie du pétrole lourd, compte tenu du peu d'encouragements que ses représentants ont reçu. Si elle a survécu, c'est uniquement grâce aux efforts de diverses sociétés qui ont eu le courage de s'accrocher en dépit des difficultés.

Au cours du débat, des ministériels ont parlé du cadeau que l'Alberta recevra. Il faudrait plutôt se demander ce qui se

Impôt sur le revenu—Loi

passerait dans le Canada tout entier si nous n'exploitions pas cette source d'énergie. D'après les prévisions de l'Office national de l'énergie au sujet de la demande, d'ici 1985, nos importations de pétrole nous coûteront entre 6.8 et 8 milliards par an, selon le prix mondial du pétrole. L'obligation de faire des paiements de cette envergure aurait des conséquences directes sur l'équilibre déjà précaire de notre balance des paiements et affaiblirait encore l'économie.

Jack Gallagher, président de la Dome Petroleum, a exposé dans un discours qu'il a prononcé en octobre dernier à l'Institut canadien des études stratégiques les conséquences qu'aurait pour notre économie un niveau élevé d'importations de pétrole. Il a déclaré:

L'importation de un million de barils par jour de pétrole étranger, à \$15 le baril, produit sur l'économie une incidence négative de l'ordre de 5.5 milliards de dollars par année. Par contraste, l'utilisation de un million de barils par jour de pétrole produit au pays et livré à Toronto, au même coût, stimule l'économie au rythme annuel de 15.6 milliards de dollars, dont des versements de 6.2 milliards aux divers niveaux de gouvernement... il y aurait donc une stimulation de l'économie de 15.6 milliards de dollars par année, grâce à la consommation de pétrole produit sur place... (le Canada) épargnerait 5.2 milliards de dollars par année en devises.

Ces chiffres sont stupéfiants. Les calculs sont fondés sur le dollar de 1977 et le chiffre de \$15 est utilisé pour représenter le prix du baril de pétrole jusqu'en 1985. Si ce prix est porté à \$20, les répercussions seraient évidemment amplifiées d'autant.

A la lumière de ces chiffres, il saute aux yeux qu'il faut entreprendre immédiatement l'exploitation de nos réserves de pétrole de source non traditionnelle. Et pourtant, il me semble que le gouvernement a tergiversé dans l'aménagement des installations d'exploitation du pétrole lourd. Nous avons tous en mémoire qu'il y a cinq ans, notre pays était aux prises avec une crise du pétrole. Le gouvernement aurait dû tenir compte de cet avertissement. A l'heure actuelle, notre première usine de pétrole synthétique commence à produire. Malheureusement, nous n'avons pas fait beaucoup de progrès dans l'aménagement de nos ressources en pétrole lourd, ni dans le lancement d'un nouveau projet Syncrude.

Il est vrai qu'on a fait beaucoup de promesses audacieuses et curieuses. La conférence fédérale-provinciale s'est terminée par une série de déclarations sur les projets énergétiques envisagés. Mais c'est à peu près tout. Les dispositions du budget sont utiles, il n'y a pas de doute, mais nous devons établir clairement l'ordre de priorité. Voulons-nous produire du pétrole ou voulons-nous simplement obtenir des versements élevés de redevances et de taxes? Dans ce cas, nous n'obtiendrons ni l'un ni l'autre.

J'ai reçu une lettre du président de la Husky Oil Company qui souhaiterait établir une usine de raffinement de pétrole lourd à Lloydminster, en Saskatchewan. Tout en sachant gré au gouvernement de l'initiative prise, il ajoute qu'à moins que les agents du fisc ne proposent des montants inattendus, les dispositions budgétaires ne suffiront pas à assurer la rentabilité de cette usine. Par conséquent, les compensations que nous, en tant que citoyens de l'Alberta, aurions dû recevoir par suite de ce budget ne sont de toute évidence pas trop avantageuses. Nous devrions, à mon avis, entreprendre un programme dynamique en vue de mettre en valeur nos ressources en pétrole lourd. Les gouvernements doivent réduire leur part si nous souhaitons une expansion de la production. Les redevances et les taxes doivent diminuer.